

Communiqué de presse
Jeudi 13 décembre 2012

Non à l'instrumentalisation de l'immigration en faveur d'une politique de gauche!

La compétitivité de la Suisse ne doit pas être mise en péril par une régulation abusive de notre marché du travail libéral, décidée dans le cadre du débat sur l'immigration. Les associations faïtières de l'économie suisse s'opposent fermement aux démarches de la gauche visant à instrumentaliser l'immigration au service de ses propres objectifs.

Dans une interview sur l'immigration et la libre circulation des personnes parue le 9 décembre dans l'édition dominicale de la NZZ, la Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga a souligné la nécessité de trouver des solutions utiles pour faire face aux problèmes d'infrastructures, de mobilité et de logement liés à l'immigration. En tant qu'associations économiques faïtières, l'Union suisse des arts et métiers, economie suisse et l'Union patronale suisse partagent cet avis. Sur ces sujets, il y a longtemps d'ailleurs que l'économie a développé ses propres conceptions.

Elles sont également d'accord avec l'idée que les communes, les villes, les cantons et la Confédération doivent unir leurs efforts pour contribuer à trouver des solutions. Dans cet esprit, d'ailleurs, elles ont lancé il y a peu, avec la conseillère fédérale Sommaruga, un programme d'action conjoint en faveur de l'intégration des travailleurs étrangers dans la société suisse.

Pas de feu vert aux exigences de gauche!

En revanche, les associations faïtières sont vigoureusement opposées à toute tentative visant à brider notre marché du travail libéral par de nouvelles réglementations et d'imposer le programme du parti socialiste dans d'autres champs politiques comme les transports, le droit de bail, la politique énergétique ou fiscale. Les politiciens de gauche et les syndicats doivent prendre conscience du fait que si notre économie a pu se développer aussi remarquablement, elle le doit à des conditions-cadre libérales. C'est aussi la raison pour laquelle notre pays se hisse au 1^{er} rang mondial en termes de compétitivité. L'économie suisse soutient les mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes, pour autant qu'elles empêchent les abus en matière de dumping salarial et social. Au-delà de ces limites, par contre, elle combattra avec tous les moyens dont elle dispose une réglementation "à la française" du marché du travail qui ferait perdre à notre économie l'un de ses atouts comparatifs les plus précieux. Et elle rappelle au passage que seule cette compétitivité permet aujourd'hui à la Suisse de verser les salaires les plus élevés d'Europe en valeur réelle.

Ne pas étendre inutilement les mesures d'accompagnement

Les associations faïtières sont préoccupées par la tendance à vouloir alourdir la réglementation du marché du travail au nom de l'"immigration contrôlée". Il faut tracer des limites très claires aux exigences politiques hors sujet qui mettent en danger l'accord de libre circulation des personnes. Des salaires minimums, des réductions de temps de travail, une politique énergétique digne de l'économie planifiée, un financement des transports publics coupé des usagers ou des programmes étatiques de construction de logements, tout cela ne fait qu'alimenter l'hypertrophie normative et affaiblir la compétitivité de la Suisse. De telles revendications n'ont pas leur place dans des mesures d'accompagnement. On vient à peine de les renforcer à partir de 2013. Il n'y a donc aucun sens à réclamer dès maintenant des mesures encore plus poussées sans même attendre de tirer les premiers enseignements de celles qui ont été prises. Même remarque à propos de la décision d'étendre la

responsabilité solidaire dans la branche de la construction, décision que le Parlement est instamment invité à refuser au vote final.

Pour tout renseignement:

Union patronale suisse: Thomas Daum, directeur, tél. 41 79 438 06 61

Union suisse des arts et métiers: Hans-Ulrich Bigler, directeur, tél. 079 285 47 09

economiesuisse: Pascal Gentinetta, président de la direction, tél. 079 202 48 65

Pour d'autres informations sur le sujet:

www.politique-immigration.ch